

Dispositions susceptibles de s'appliquer aux succursales enregistrées en Belgique d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre État membre de l'Espace économique européen

Sont énumérées ci-après une série de dispositions légales et réglementaires d'ordre économique et financier qui pourraient concerner les activités des succursales enregistrées en Belgique d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre État membre de l'Espace économique européen (EEE) parce qu'elles pourraient constituer des dispositions d'intérêt général au sens de l'article 315 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit. Cet aperçu n'est pas exhaustif et n'ôte rien à l'obligation de respecter, lors de l'exercice d'activités en Belgique, les dispositions de droit belge qui ne sont pas mentionnées ci-dessous (par exemple, celles relevant du droit civil, du droit commercial, du droit pénal, du droit fiscal, de la législation en matière de protection de la vie privée ou de la législation concernant l'emploi des langues). L'intégralité de la législation belge peut être consultée à l'adresse <http://www.ejustice.just.fgov.be/loi/loi.htm>. La BNB et la FSMA ne peuvent être tenues responsables du caractère erroné ou incomplet de cette liste ou de son utilisation. Cette liste n'ouvre aucun droit.

A. Dispositions de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit spécifiquement applicables aux succursales enregistrées en Belgique d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre État membre de l'EEE :

- les articles 314 et 384/6 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

B. Autres dispositions légales et réglementaires concernant les activités des succursales enregistrées en Belgique d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre État membre de l'EEE :

- l'arrêté royal n° 41 du 15 décembre 1934 protégeant l'épargne par la réglementation de la vente à tempérament de valeurs à lots ;
- l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées, et ses arrêtés d'exécution ;
- la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, et ses arrêtés d'exécution ;
- la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt, et ses arrêtés d'exécution
- la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, et ses arrêtés d'exécution ainsi que les règlements pris pour son exécution, tels que notamment:
 - le règlement du 12 février 2013 de l'Autorité des services et marchés financiers relatif aux informations à communiquer dans le cadre du contrôle des règles de conduite et concernant l'agrément des réviseurs et la collaboration avec ceux-ci aux fins du contrôle et de la validation de la cartographie, approuvé par l'arrêté royal du 23 mai 2013 ;

- l'arrêté royal du 18 juin 2013 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de comptes d'épargne réglementés ;
 - le règlement du 3 avril 2014 de l'Autorité des services et marchés financiers concernant l'interdiction de commercialisation de certains produits financiers auprès des clients de détail, approuvé par arrêté royal du 24 avril 2014 ;
 - l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail ;
 - le règlement du 26 mai 2016 de l'Autorité des services et marchés financiers encadrant la commercialisation de certains instruments dérivés auprès des consommateurs, approuvé par arrêté royal du 21 juillet 2016 ;
 - l'arrêté royal du 25 décembre 2017 précisant l'obligation de notification préalable du document d'informations clés à l'Autorité des services et marchés financiers et portant des dispositions diverses, notamment l'article 3 ;
- les articles 49 et 65/2 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (Pensions complémentaires des indépendants) ;
 - les articles 27, 32 et 63/4 de la loi du 28 avril 2000 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, et ses arrêtés d'exécution ;
 - la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, et ses arrêtés d'exécution ;
 - la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers, et ses arrêtés d'exécution ;
 - la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition, en particulier l'article 40, et ses arrêtés d'exécution ;
 - la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes dans des émetteurs dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant des dispositions diverses, et ses arrêtés d'exécution ;
 - le Titre II, Chapitre V « Les comptes, coffres et contrats d'assurances dormants » de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I) ;
 - la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, tels que notamment les articles 50 à 55 ;
 - la loi du 17 juillet 2013 relative à la protection contre le faux monnayage et au maintien de la qualité de la circulation fiduciaire ;
 - la loi du 21 décembre 2013 relative à diverses dispositions concernant le financement des petites et moyennes entreprises, et ses arrêtés d'exécution ;
 - la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, tels que notamment les articles 51 à 59 ;

- la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ;
- les articles 9, 102 et 103 de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement et ses arrêtés d'exécution, ainsi que les arrêtés d'exécution de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers et de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement qui demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation, tels que notamment les articles 14 et 15 de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 relatif aux bureaux de change et au commerce des devises ;
- les articles 3, 4 et 5 de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances ;
- la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ;
- le Livre III de la loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement ;
- la loi du 11 juillet 2018 relative aux offres au public d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés, et ses arrêtés d'exécution ;
- l'article 4 de la loi du 22 avril 2019 visant à instaurer un serment et un régime disciplinaire bancaires, et ses arrêtés d'exécution ;
- le Livre VI « Pratiques du marché et protection du consommateur » du Code de droit économique, les définitions propres au Livre VI reprises dans le Livre Ier du Code de droit économique et les dispositions d'application de la loi propres au Livre VI reprises dans le Livre XV du Code de droit économique, et les arrêtés d'exécution de ce livre, ainsi que les arrêtés d'exécution de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur et de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur qui demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation, tels que notamment l'arrêté royal du 23 mars 2014 visant à prendre des dispositions particulières et à déroger à l'application de certaines dispositions du Livre VI du Code de droit économique pour certaines catégories de services financiers ;
- le Livre VII « Services de paiement et de crédit » du Code de droit économique, les définitions propres au Livre VII reprises dans le Livre Ier du Code de droit économique et les dispositions d'application de la loi propres au Livre VII reprises dans le Livre XV du Code de droit économique, et les arrêtés d'exécution de ce livre, ainsi que les arrêtés d'exécution de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et de la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des crédits aux particuliers qui demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation ;

- le Livre X « Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente » du Code de droit économique et les définitions propres au Livre X reprises dans le Livre Ier du Code de droit économique, et ses arrêtés d'exécution, ainsi que les arrêtés d'exécution de la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale qui demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation ;
- le Livre XVI « Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation » du Code de droit économique, les définitions propres au Livre XVI reprises dans le Livre Ier du Code de droit économique, et les dispositions d'application de la loi propres au Livre XVI reprises dans le Livre XV du Code de droit économique, et les arrêtés d'exécution de ce livre.